

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article2260>

# **TOUS EN GRÃ#710;VE JEUDI 12 MAI 2016**

## **PUBLIC âEuros" PRIVÃ#8240;**

- ActualitÃ© -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 2 mai 2016

Mis Ã jour le : lundi 2 mai 2016

---

**UGTG.org**

---

## CONTRE LES ATTAQUES PATRONALES ET DE L'ETAT

### ANSANM ANSANM

Les politiques menées par les gouvernements de droite comme de gauche visent à briser les solidarités et réduire les droits obtenus par la lutte d'Euros ensemble des travailleurs. Tant dans le public que dans le privé, les travailleurs sont attaqués de toutes parts. Sous couvert de réforme, le patronat dicte sa loi et le gouvernement à sa botte inflige des reculs aux agents publics et aux salariés du privé. Depuis 2012, date d'arrivée de Hollande au pouvoir, l'Euros l'âge du départ en retraite a encore reculé, la durée de travail est remise en cause, les patrons comme l'Euros Etat font la promotion du salaire au mérite !

Le gouvernement actuel HOLLANDE-VALLS a fait qu'Euros intensifier la destruction des droits des travailleurs. L'Euros ANI a consacré la fin des 35h et la baisse des salaires pour soi disant sauvegarder la compétitivité des entreprises. La loi Rebsamen a attaqué la représentation des travailleurs dans l'Euros entreprise. La loi MACRON, et maintenant la loi EL KHOMRI, amplifient les régressions sociales. Par une série de mesures anti ouvrières, - plafonnement des indemnités de licenciement en cas de licenciement abusif, possibilité de procéder à des licenciements économiques lorsque l'Euros entreprise a aucune difficulté - le projet de loi EL KHOMRI, donne un permis de licencier aux patrons. La poursuite de la remise en cause des missions de l'Euros inspection et de la médecine du travail, a pour objectif de livrer les travailleurs pieds et points liés, à la merci du patronat sans aucune protection.

Ces attaques concertées et réfléchies ont pour ambition de réduire les droits des travailleurs pour augmenter les profits patronaux. Les élus de Guadeloupe devraient plutôt s'Euros impliquer dans le développement économique, dans la problématique du chômage et la situation dramatique de la jeunesse au lieu de distribuer des subventions au patronat sans aucun contrôle.

En Guadeloupe, cette politique se traduit par plus de 400 suppressions de postes dans les collèges et lycées depuis 2008 dont 35 à la rentrée prochaine et des centaines de fermetures de classes dans le primaire dont 49 à la rentrée prochaine, alors que la situation sociale est catastrophique. 35% des élèves quittent le système éducatif sans aucun diplôme, 16% de la population est en situation d'Euros illettrisme. La violence sociale est terrible et insupportable ! Plus de 30% de la population est au chômage (60% des moins de 25 ans le sont), les licenciements n'en finissent pas de se multiplier, la répression antisyndicale ne cesse de s'accroître depuis le mouvement victorieux de 2009. Au service public de la Poste, cela se traduit par 40 suppressions de postes prévus pour 2016, des départs à la retraite non remplacés, la fermeture du bureau de poste du centre ville de Basse-Terre. La validation du Plan de Sauvegarde de l'Euros Emploi (PSE) qui se traduira par le licenciement collectif de l'Euros ensemble du personnel de l'Euros AGEFOS-PME Antilles Guyane (16 personnes et milliers de famille de la Guadeloupe, Martinique et Guyane) impose un total soutien à ces travailleurs en lutte.

Dans les entreprises et les administrations, des réactions ont déjà eu lieu. Des grèves, souvent victorieuses, traduisent la détermination des travailleurs à défendre leurs droits. C'est le cas notamment à SAMIVER, BOLOGNE, TOSHIBA, DAMOISEAU, SA BOIS DEBOUT, la DOUANE, NICOLIN, la Collectivité de DESHAIES, l'emploi de PORT-LOUIS, IDEX, l'Euros INSTITUT PASTEUR, AIR CARAIBES, URBANET, CANAL PLUS, Groupe PIRBAKAS, ALUBAT, CHBT, CHU, CITA, CANELLA BEACH, ACCORS, BMW etc Euros!. Les enseignants en liyannaj avec les parents d'Euros élèves ont obtenu l'Euros annulation des fermetures de classes au collège de Petit-Bourg et des écoles de StClaude et de Ste-Anne.

**Pour faire reculer le patronat et le gouvernement, il est nÃ©cessaire de mobiliser notre camp, la population laborieuse, dans un vaste mouvement de lutte.**

La seule rÃ©ponse possible est l'union de tous les travailleurs, du public et du privÃ©, jeunes, travailleurs, chÃ¢meurs et retraitÃ©s pour mener des actions fortes et unitaires ! L'histoire rÃ©cente l'a dÃ©montrÃ©. La victoire contre le CPE a Ã©tÃ© possible avec l'union des jeunes et des travailleurs ! La victoire du LKP en 2009 a Ã©tÃ© possible grÃ¢ce Ã 44 jours de grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale dans l'union de toute la population laborieuse en Guadeloupe.

**LES ORGANISATIONS SYNDICALES CGTG - FO "EUROS" FSU GUADELOUPE "EUROS" SOLIDAIRES "EUROS" SPEG - SUD PTT GWA "EUROS" UGTG "EUROS" UNSA APPELLENT LES TRAVAILLEURS, LES JEUNES, LES CHÃMEURS, LES RETRAITÃS, TOUS CEUX QUI LUTTENT, "EUROS SE JOINDRE "EUROS CE MOUVEMENT :**

**[-] POUR LE RETRAIT DE LA LOI EL KHOMRI**

**[-] POUR L'ACCÃES DES JEUNES "EUROS LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET "EUROS L'EMPLOI**

**[-] POUR L'ARRÃT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI ET POUR LA CRÃATION DE POSTES**

**SUPPLÃMENTAIRES "EUROS L'HÃPITAL PUBLIC**

**[-] POUR UNE VRAIE MISSION DE SERVICE PUBLIC DANS L'INTÃRÃT DE LA POPULATION GUADELOUPÃENNE**

**[-] POUR LA FIN DES SUPPRESSIONS DE CLASSES ET POUR LA CRÃATION DE POSTES SUPPLÃMENTAIRES DANS L'ÃDUCATION NATIONALE**

**[-] POUR LE LIBRE EXERCICE DU DROIT SYNDICAL**

**[-] POUR L'AMÃLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS, DES JEUNES, DES RETRAITÃS, DES CHÃMEURS ET DE L'ENSEMBLE DES CLASSES LABORIEUSES ANSANM ANSANM TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVÃ TOUS EN GRÃVE LE 12 MAI ! ?**

**MOBILISATION DEVANT LES ENTREPRISES ET LES ADMINISTRATIONS ?**

**RASSEMBLEMENT 9H30 DEVANT LE PALAIS DE LA MUTUALITÃ "EUROS POINTE-"EUROS-PITRE**

Pointe-Ã -Pitre, le 29 Avril 2016